RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT

COMMISSION ECONOMIQUE DU SUD-EST INC.
SOUTH EAST ECONOMIC COMMISSION INC.

C.P. (Box) 578 RUE MAIN ST., SHEDIAC, N.-B., E0A 3G0 (506) 532-6601

1987 - 1988

COMMISSION ECONOMIQUE DU SUD-EST INC.
SOUTH EAST ECONOMIC COMMISSION INC.

TABLE DES MATIERES

RAPPORT DU PRESIDENT

RAPPORT DU COMMISSAIRE INDUSTRIEL

ETATS FINANCIERS

TABLE OF CONTENTS

CHAIRMAN'S REPORT

INDUSTRIAL COMMISSIONER'S REPORT

FINANCIAL STATEMENTS

RAPPORT DU PRESIDENT

RAPPORT DU PRESIDENT

Il me fait plaisir de souligner, ce soir, que la Commission Economique du Sud-Est a connu l'une de ses années les plus actives de toute son histoire, tant au point de vue aide aux entreprises que sur le plan activités pour le Bureau de Direction.

Personnellement, à titre de Président, j'ai eu l'occasion de représenter la Commission, de participer à différentes rencontres et séminaires tenus même à l'extérieur de la région. Là aussi j'ai constaté que notre région se comporte aussi bien et même mieux dans certains secteurs d'activités.

Il est souvent mentionné qu'une entreprise ou un organisme ne doit pas se contenter d'un statut quo car soit que l'on avance ou que l'on recule.

Dès les tous débuts de notre Commission nous avions adopté la stratégie de développement économique proposée par la firme SECOR. Trois ans plus tard, les services du Groupe DPA furent retenus pour en évaluer les résultats, en faire la revision et en présenter une nouvelle.

De plus, au cours de l'été dernier, la firme d'experts-conseils Price Waterhouse avait été mandatée par Commerce et Technologie d'étudier le fonctionnement des commissions industrielles et de recommander une stratégie de développement régional. Le rapport fut remis au gouvernement et aux commissions et si ce dernier ainsi que les recommandations sont acceptés, le rôle des commissions sera sensiblement changé. La firme recommande que les commissions s'attardent davantage à la création de nouvelles entreprises et à favoriser les entreprises existantes.

Je me permets de vous citer l'une des principales recommandations du rapport:

> "A la lumière de notre évaluation de la situation actuelle, nous jugeons que les Commissions de développement économique régional sont les organismes les plus efficaces du Nouveau-Brunswick par le biais de l'entrepreneurship et du partenariat stratégique. Le réseau des CDER est tout à fait approprié pour aider les entreprises nouvelles et les PME en expansion, car il crée un climat régional propice à l'entrepreneurship."

Notre Commission va sérieusement considérer et mettre en pratique les recommandations en conjonction avec Commerce et Technologie. Ce rapport est trop long pour élaborer, mais il est disponible si quelqu'un désire en prendre connaissance.

En terminant, permettez-moi de vous remercier pour votre présence à cette réunion annuelle. Je désire également offrir nos félicitations sincères au personnel du bureau, qui offre continuellement un travail des plus professionnels pour le progrès de l'entrepreneurship de toute notre région. Alors Raymond, Denise et Francelyne un gros merci pour une tâche bien remplie.

Merci,

Charles- Yvon Landry
Président

RAPPORT DU COMMISSAIRE INDUSTRIEL

RAPPORT ANNUEL DU COMMISSAIRE INDUSTRIEL

INTRODUCTION

La préparation et la présentation d'un rapport annuel demeure toujours une activité de fin d'année fort intéressante puisqu'elle nous permet une rétrospective de l'activité économique encourue et à la fois une perspective pour l'année nouvelle.

Nous sommes donc heureux de vous soumettre un compte rendu des principales activités et préoccupations, ainsi vous serez en mesure de juger du travail et des efforts de votre organisme pour rencontrer les différents objectifs établis compte tenu des ressources disponibles.

1. ADMINISTRATION GENERALE

Réunions, membres du conseil administratif et le personnel

Le Conseil d'Administration compte treize (13) directeurs lesquels ont tenu sept (7) réunions régulières, tandis que les membres de l'Exécutif se sont rencontrés à quatre (4) reprises.

Bureau du Conseil Administratif

Nominations des municipalités

Sackville	Frederick Anderson
Shédiac	Bernard LeBlanc
Dorchester	Garfield Spence
Cap-Pelé	Charles-Yvon Landry
Port Elgin	Veronica Leonard
Saint-Joseph	Huberte Gaudet

Représentants régionaux (appointés par la Commission Economique du Sud-Est)

Patricia Estabrooks	Sackville
Warren Weeks	Sackville
Georges Boudreau	Shédiac
Allard Robichaud	Shédiac
Floyd Lavallée	Cap-Pelé
Roslyn Anctil	Port Elgin
Micheal Wilson	Dorchester

La Commission compte un personnel de trois (3) membres, soit Raymond LeBlanc à titre de Commissaire industriel, Denise Martin, agent de développement, et Francelyne Bourque, secrétaire-exécutive.

De plus, grâce au programme "Défi '87", nous avons obtenu les services de deux étudiants pour une période de 12 semaines et d'un autre étudiant offert par la province pour une période de 10 semaines, également au cours des vacances d'été. Ces étudiants nous ont permis de compléter certains dossiers, établir des profils, reviser notre répertoire commercial, organiser notre exposition industrielle, etc.

Exécutif

Les membres de l'Exécutif de la Commission sont:

Charles-Yvon Landry, président
Patricia Estabrooks, première vice-présidente
Garfield Spence, deuxième vice-président
Georges Boudreau, secrétaire-trésorier

Budget 1987 - 1988

Le budget d'opération se chiffrait à $144,197.00, reparti comme suit:

a) contribution de la Province du N.-B. $129,429
b) contribution des six municipalités $ 14,768

La quote-part de chacune des municipalités fut:

Municipalité	1986 - 1987	1987 - 1988	% du budget
Sackville	$ 3,890.16	$ 5,317.00	36%
Shédiac	3,890.16	5,317.00	36%
Dorchester	972.54	1,329.00	9%
Cap-Pelé	972.54	1,329.00	9%
Port Elgin	540.30	738.00	5%
Saint-Joseph	540.30	738.00	5%

REVUE DE 1987 - 1988

La Commission Economique du Sud-Est, conformément à notre charte, a mission de stimuler la croissance économique de la région desservie en privilégiant d'abord le développement industriel, en favorisant l'entrepreneurship, le développement de nouvelles entreprises et l'expansion des entreprises existantes.

Notre principal mandat pour l'année en cours fut celui d'être au service et à la disposition de nos entrepreneurs actuels et ceux de demain. Nous nous sommes efforcés de jouer le rôle de conseillers et d'informateurs sur les divers programmes gouvernementaux, l'identification d'opportunités, l'accès à l'aide financière y compris le capital de placement, visites régulières et rencontres avec les propriétaires d'entreprises.

Ce fut en effet un rôle de supporteur et d'animateur tout en suivant le plus fidèlement possible notre stratégie de développement économique et son plan d'action afin de rencontrer les divers objectifs fixés. La principale avenue de cette stratégie demeure toujours la diversification et la solidification de la base économique.

Sans doute, l'arrivée de la Corporation CLE nous a permis d'étendre davantage les services d'aide pour la collectivité d'affaires autant du secteur industriel que du secteur service.

Nous sommes conscients que la tâche au niveau développement économique est énorme mais avec de la bonne volonté, de l'effort de tous et d'une compréhension régionale nous arriverons au succès économique que nous mériterons.

A titre de Commissaire industriel, c'est mon plaisir et mon devoir de vous présenter un aperçu général du travail entrepris et de certaines réalisations à l'intérieur des dossiers qui ont retenu davantage notre attention au cours de l'année 1987 - 1988.

En premier, permettez-moi de souligner que votre personnel a accueilli à nos bureux un peu plus de 350 personnes, sans compter les groupes de deux ou plus, en quête d'information ou d'aide financière et technique en plus de répondre à au-delà de 660 appels téléphoniques. Ces chiffres indiquent une augmentation d'environ 40% comparativement à l'année précédente.

1.1 Dossier des Pêches

Il est intéressant de prendre connaissance qu'il y a quarante-quatre (44) usines de transformation de poisson dans le territoire desservi par la Commission Economique du Sud-Est, employant un total de 2,645 personnes. Ces usines varient en grandeur soit moins de 10 personnes pour les très petites et 650 pour la plus grande.

Au point de vue des débarquements aux quais dans la région du Sud-Est, comprenant toutes les espèces de poissons de fond et crustacés, tels le homard, le "Rock Crab", pétoncle, hareng, gaspereaux, morue, plie, etc., ceux-ci se sont chiffrés à 5,126 tonnes métriques pour une valeur de $8.7 millions. A ce chiffre de $8.7 millions il faut ajouter la valeur à l'industrie qui peut doubler et tripler.

Le secteur pêche est donc le pivot de l'économie de notre région et l'un des plus importants en terme de revenu et d'emploi. Il n'est donc pas exagéré de dire que le taux de dépendance vis-à-vis ce secteur est toujours très élevé, soit tout près de 60%.

Dans son ensemble cette industrie a connu une assez bonne année 1987 - 1988 malgré le déclin sur le marché international au cours des dernières années. L'industrie du crabe a connu une baisse des débarquements de ce crustacé au cours de la saison. Par contre les recettes des pêcheurs et des transformateurs se sont maintenues bien que l'emploi ait connu une légère baisse dans notre région.

Quant à la pêche au homard, la saison 1987 a été très bonne tant au niveau des débarquements que des prix.

Pour compenser le manque de travail dans le secteur crabe, le ministère du Travail du Nouveau-Brunswick a établi un nouveau programme au bénéfice des personnes qui ne pourraient compléter leurs dix semaines de travail.

La situation de l'industrie de la pêche est précaire pour l'avenir. Les grands problèmes de l'heure se résument comme suit:

a. une ressource limitée;
b. la devise canadienne et américaine ;
c. règlements de la taille du homard dans certains états américains;

d. au niveau des usines, il y a une surcapacité, celles-ci ne fonctionnent pas à pleine capacité;

e. l'industrie devra s'ajuster avec les nouvelles demandes ou exigences du marché, soit des nouveaux produits.

Il y a donc lieu à s'interroger et à se poser certaines questions. Qu'est-ce qui arrive à notre industrie de la pêche? Qu'est-ce que le futur réserve au secteur de la transformation du Sud-Est? Est-ce que sa situation géographique va continuer à être un avantage quand d'autres provinces comme l'Ile-du-Prince-Edouard insistent qu'une quantité minimum de matière première soit transformée sur l'Ile? Notre main-d'oeuvre locale? Est-ce que les bénéfices de l'Assurance-chômage vont toujours continuer pour les travailleurs saisonniers de 10 semaines? Est-ce que la production du homard va subir le même sort que celui du crabe où 65% de la production du crabe des neiges est vendue en section, dans sa coquille?

Il est difficile de répondre à toutes ces questions, mais il y a matière à réflexion pour l'avenir de cette industrie. C'est un dossier à être suivi de très près; c'est pourquoi nous épaulerons tout effort à améliorer la situation.

a. <u>Industrie du poisson fumé</u>

Cette industrie du poisson fumé et du gaspereaux a joué un rôle très important dans l'économie de la région de Cap-Pelé puisque, à elle seule, elle procure un impact économique en valeur de ventes de $15 millions en plus des $7 millions versés en salaire. L'impact direct et indirect sur la région de Cap-Pelé présente un montant non-négligeable de $22 millions.

Par contre, nos boucaneurs ont connu certains problèmes au cours de l'année surtout à l'occasion de la pacte d'hiver où la mise en marché fut difficile. Ce problème est particulièrement causé par la limitation de leur marché, la surproduction et aussi les difficultés économiques dont connait Haïti.

Plusieurs entreprises ont diversifié leur production en se lançant dans la cueillette des oeufs de hareng dont le marché japonais s'est sensiblement amélioré et l'on s'attend à ce que les ventes augmentent en 1988. Le prix aux transformateurs est surtout basé sur la maturité et la qualité des oeufs.

Cette nouvelle diversification a permis la création de quatre-vingt-douze (92) nouveaux emplois sans compter les autres nouveaux emplois provenant des autres secteurs d'activités.

b. Aquiculture

Au cours de l'année, nous avons découvert un intérêt croissant tant de la part des pêcheurs que des gens en affaires envers l'aquicul'ure. Comme de raison, nous avons encouragé et assuré de notre support les intervenants en quête d'information sur cette industrie naissante. Nous sommes convaincus que le développement de l'aquiculture pourrait procurer à long terme des avantages et des retombées économiques pour notre région.

Nous comptons déjà quelques entrepreneurs qui font la culture des moules et de la truite. Présentement quelques dossiers sont au stage terminal de la planification.

Au cours de l'été 1987, nous avons parrainé trois projets en collaboration avec les ministères des Pêches provincial et fédéral.

1.2 Dossier de l'agriculture

Bien que ce dossier ne fasse pas partie intégrante du mandat de la Commission, nous y avons pris un certain intérêt. A long terme, nous le croyons, le développement de l'industrie agricole pourrait, s'il est abordé avec bonne approche, procurer certaines retombées bénéfiques pour notre région et même devenir l'un des principaux secteurs de diversification économique.

D'abord, conjointement avec la Commission industrielle de Kent, nous avons continué à parrainer le Comité Directeur Agricole formé par nos deux commissions. La principale responsabilité des membres du comité et les services d'un coordonnateur est de travailler auprès des agriculteurs au niveau des opportunités des marchés pour fruits et légumes frais, laitue, légumes hâtifs, pommes et cidre, foin et tabac.

Egalement dans ce secteur, il y eut de la diversification puisque le Verger Belliveau de Pré-d'en-Haut produit et met sur le marché local du cidre de pomme. La Commission Economique du Sud-Est fut également au service de cette entreprise.

a. Usines de transformation

Nous avons également continué nos démarches en vue de mesurer le potentiel d'utilisation de nos usines de transformation de poisson durant les temps morts de l'industrie de la pêche. Ces installations pourraient sans doute être disponibles en vue de transformer des légumes et des fruits frais par la congélation, l'empaquetage, etc. Pour réaliser un tel projet, il faut s'assurer d'une ressource nécessaire et aussi y trouver les marchés. Le Comité Agricole se penche également sur la possibilité de développer de nouvelles cultures agricoles qui pourraient être également transformées chez-nous.

1.3 Dossier du Secteur bois

Les activités dans ce secteur ont connu une excellente année. Grâce à une forte demande de produits, tels bateaux de pêches, fenêtres et portes, boîtes pour le poisson fumé, armoires de maison, etc., la stabilité des emplois s'est plus que maintenue puisque nous comptons la création de tout près de quarante-trois (43) emplois additionnels.

Par contre, il faut noter qu'il y eut une fermeture d'entreprise dans ce secteur d'activités soit la Moncton Casket Ltd. avec la perte de sept (7) emplois. Tout de même l'arrivée de deux nouvelles petites entreprises compensa avec l'addition de dix-neuf (19) nouveaux emplois.

1.4 Dossier du Secteur métallurgique

Ce secteur s'est maintenu avec l'arrivée de deux nouvelles petites entreprises pour la création de onze (11) nouveaux emplois permanents.

1.5 Dossier du Tourisme

Quant à la saison touristique 1987, suite à l'analyse des statistiques, nous constatons que les touristes sont venus en plus grand nombre et leur séjour fut prolongé grâce aux infrastructures régionales déjà en place. Par contre, il y a encore beaucoup à faire pour les attirer et surtout les arrêter chez-nous. Il va être important de s'assurer qu'ils ne se sentent pas exploités une fois chez-nous.

Nous nous réjouissons de constater que l'on devient de plus en plus sensibilisés à la nécessité de travailler ensemble pour ces objectifs. Trois associations locales furent formées, soit une pour la région du grand Shédiac, une pour le Village de Cap-Pelé et celle de Tantramar - Sackville, Port Elgin et Dorchester.

1.6 Corporation CLE du Sud-Est

La Corporation CLE du Sud-Est, cette agence de développement économique à but non-lucratif, subventionnée par Emploi et Immigration du Canada, a récemment complété, avec succès, ses douze premiers mois d'opération.

Le Conseil d'Administration de la Corporation approuva six prêts commerciaux pour un montant total de $240,000 dont $20,000 dans le secteur manufacturier (12 emplois). Ces investissements ont maintenu ou créé 86 emplois. Ces résultats sont supérieurs à la moyenne pour la première année d'opération d'une Corporation CLE.

1.7 Dossier de l'Entrepreneurship

Les entrepreneurs constituent un élément essentiel d'une économie vigoureuse et contribuent de façon significative à la vie économique et commerciale de notre région.

L'esprit d'entrepreneurship fut alimenté de diverses façons au cours de la dernière année. D'abord, par la tenue à Shédiac de notre quatrième exposition industrielle qui a connu un grand succès grâce aux exposants et à l'encouragement des nombreux visiteurs.

Nous avons également pour une cinquième année consécutive reconnu, lors d'un banquet à Sackville, l'entrepreneur de l'année. L'entreprise Atlantic Refreshments Limited dont les propriétaires Reno Castonguay et Peter Deware ont reçu le titre et les honneurs pour l'année en cours.

Afin d'informer davantage les entrepreneurs actuels ou futurs, nous avons développé et distribué à tout près de 300 personnes des lettres circulaires informatives sur les divers programmes d'aide financière et/ou technique disponibles et d'autres sujets connexes.

Nous avons, au cours de l'année, organisé conjointement avec la Corporation CLE des visites annoncées dans la région afin de facilité l'accès à l'information.

Egalement, dans le but de stimuler l'esprit d'entrepreneurship chez les jeunes du niveau secondaire et universitaire, nous avons eu l'occasion de s'adresser à six groupes différents. Nous croyons que déjà à ce niveau il est nécessaire de développer chez-eux le goût du défi et du risque. Ce sont deux qualités importantes que doit posséder un dirigeant d'entreprise. De plus, nous avons accepté de parrainer le programme Capital d'Entreprise pour Etudiant offert par le ministère du Travail.

1.8 Dossier des relations publiques

Les relations publiques et industrielles sont parties intégrantes du rôle et du travail autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre région. Nous sommes assurés que nous avons atteint nos objectifs de par nos nombreuses implications dans ce secteur d'activités.

D'abord l'une des principales préoccupations de tout le personnel fut d'accueillir et d'offrir à la clientèle un service de première classe. Nous avons accueilli et rencontré à nos bureaux de nombreuses personnes en quête d'information ainsi que des personnes en affaires provenant de l'Ontario, du Québec et même d'aussi loin que les Etats-Unis, la Martinique, l'Allemagne, la France et l'Autriche. Egalement nous avons été disponibles aux divers média et contribué à la préparation de reportages dans nos hebdos, organisé et donné des sessions d'information et conférences au cours de l'année.

1.9 Dossier - Intégration professionnelle

Au cours de l'année, à la demande du ministère d'Emploi et Immigration, nous avons parrainé deux programmes d'intégration professionnelle d'une durée de vingt-six semaines, soit un à Shédiac pour la région francophone et l'autre à Sackville pour le secteur anglophone.

Ce programme vise en particulier les jeunes à s'intégrer au marché du travail en leur donnant l'occasion d'acquérir une formation professionnelle et une expérience pratique sur les lieux de travail. Quant au secteur privé, il a l'occasion de former et d'évaluer des employés éventuels. Grâce à cette initiative, des participants se sont trouvés de l'emploi.

2.0 Dossier - Incubateur d'entreprises

Souvent des personnes en affaires sont à la recherche d'espace vide ou de bâtiments disponibles pour l'établissement d'une petite entreprise de fabrication, ou pour entrepôt, etc. Nous n'avons pas toujours l'édifice recherché avec les spécifications demandées.

Alors trois de nos municipalités ont manifesté de l'intérêt dans l'établissement d'un incubateur d'entreprises. Dans le but de rendre service, la Commission a développé des termes de références pour une étude de rentabilité dans l'éventuel établissement d'un et/ou des incubateurs d'entreprises dans le territoire desservi par notre Commission.

Si l'étude s'avère positive, il reviendrait à la municipalité en question de placer une demande d'aide financière pour l'établissement d'un incubateur d'entreprises et elle deviendrait responsable pour l'opération d'un tel centre.

Une demande d'aide financière est en cours pour cette étude.

2. ACTIVITES PLUS DIRECTEMENT RELIEES AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La Commission Economique du Sud-Est, dans son désir de respecter son mandat et d'être fidèle à sa stratégie de développement revisée en 1986, a mis encore cette année l'emphase sur le développement industriel et celui du service à l'industrie. Il s'agissait donc pour nous d'utiliser tous les moyens nécessaires à la création de nouvelles entreprises, l'expansion des entreprises existantes et par le fait même la croissance et/ou la protection des emplois.

2.1 Nouvelles entreprises de la base économique

Shediac Bridge Casket Co.	Shediac Bridge	14 emplois
Sucreries LeBlanc Sweets	Haute-Aboujagane	7 "
Dupuis Cutstone Ltd.	Barachois	11 "
P and E Manufacturing Ltd.	Cap-Pelé	4 "
Doiron Engine Rebuilding	Barachois	2 "
Norbert Brun (Boucanière)	Petit-Cap	6 "
Brun Pallet Manufacturer	Barachois	5 "
Entreprises G.T.A.	Shediac	3 "

2.2 Fermetures d'entreprises

		Perte d'emplois
Food Service Distribution	Scoudouc	7
Moncton Caskets	Shediac Bridge	7
Pizza Delight Corporation	Scoudouc	2

2.3 Aide financière à la petite entreprise

Sous le programme d'aide financière à la petite entreprise offert par le ministère du Commerce et de la Technologie sur trente-six (36) projets de demande d'aide financière soumis, trente-trois ont été approuvés pour un montant global se chiffrant à $869,070. Ces investissements contribueront à la création de 103 nouveaux emplois. Il s'agit des entreprises manufacturières ou de transformation suivantes:

NOM DE LA COMPAGNIE	MONTANT DEMANDE	MONTANT RECU	EMPLOIS CREES
Green Bay Woodworkers	50% de $ 7,000	$ 3,500	1.5
Ouellette, Philippe & Sons Ltd.	30% de $ 17,000	$ 5,100	1
Duguay, Gérald Fiberglass Boat Builders	30% de $ 40,000	$ 12,000	2
Léger, Alphée A.	30% de $ 51,300	$ 15,390	1.5
Acadia Seafood Ltd.	50% de $146,850	$ 73,425	5
Amco Fisheries	30% de $ 30,000	$ 9,000	2
Lasalle Confections Limited	30% de $ 35,500	$ 10,650	2
Adrice P. Cormier	30% de $ 53,100	$ 15,930	2
Landry's Truck Body	50% de $ 56,550	$ 28,275	3
Ouellette Sea Products Ltd.	30% de $ 58,450	$ 17,535	2
Southeast Welding Ltd.	30% de $100,000	$ 30,000	3
Gaudet & Ouellette Ltd.	30% de $ 23,200	$ 6,960	1
Ouellette, Philippe and Son Ltd.	30% de $ 79,600	$ 23,880	3
Shediac Bridge Casket Co.	50% de $149,000	$ 74,500	13
Albert F. Gaudet	30% de $ 45,100	$ 13,530	2
Botsford Fisheries Ltd.	30% de $135,000	$ 40,500	3
Elphège & Norbert LeBlanc Ltd.	30% de $ 47,800	$ 14,340	2
Sea Tide Import and Export Ltd.	50% et 30% de $ 88,900	$ 39,530	4
Sucreries LeBlanc Sweets Ltée	50% de $ 59,800	$ 29,900	7
M. D. Simpson & Son Ltd.	50% de $ 27,000	$ 13,500	2
R. J. Steel Fabricators Ltd.	50% de $ 98,600	$ 49,300	7
R. J. Steel Fabricators Ltd.	50% de $ 40,000	$ 20,000	3
Alvin & Rufin Boudreau	50% de $ 16,200	$ 8,100	2
Duguay Fish Packers Ltd.	50% de $ 85,400	$ 42,700	2
Dupuis Cutstone Ltd.	50% de $112,500	$ 56,250	11
Edgar V. Cormier Ltd.	50% de $ 4,800	$ 2,400	-
Jacob Fisheries Ltd.	50% de $ 69,200	$ 34,600	2
Thaddée & Alverie Fisheries Ltd.	50% de $ 19,000	$ 9,500	-
Rockcliffe Trophies Ltd.	50% de $100,000	$ 50,000	4
Sea Delight Enterprise Ltd.	50% de $ 63,000	$ 31,500	4
South Shore Trading Co. Ltd.	50% de $ 43,550	$ 21,775	3
Tribune Press Ltd.	50% de $131,000	$ 65,500	3
		$869,070	103

3.4 Autres ressources financières

a) Ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR)

Ce ministère participe dans la livraison de plusieurs programmes et de certaines sous-ententes dont entre autres:

Entente auxiliaire Canada/Nouveau-Brunswick sur le développement industriel

East in Motion Pictures Inc.	$ 15,400

Entente Auxiliaire Canada/Nouveau-Brunswick sur le développement du Tourisme

Sandspit Amusement (N.B.) Ltd.	$ 75,800

b) Agence de Promotion économique du Canada Atlantique

L'APECA a pour mandat de promouvoir la croissance économique soutenue de la région atlantique.

Atlon Developments Ltd.:

contribution au coût d'intérêt	$105,970
assurance prêt	$359,100

LaSalle Confection Ltd.	$ 5,050

c) Ministère de l'Immigration et de la Main-d'Oeuvre

Les régions de Shediac et Sackville ont bénéficié des sommes suivantes provenant des programmes offerts par ce ministère:

PROGRAMME	SACKVILLE	SHEDIAC
Développement de l'emploi	$205,770	$186,829
Section 38	$136,082	$ 64,327
Pénurie de la main-d'oeuvre spécialisée	$ --	$ 15,849
Formation du personnel de la petite entreprise	$ 22,262	$ 15,659
Intégration professionnelle	$ 70,208	$ 69,245
Défi '87	$125,474	$ 92,469
Emplois subventionnés individuellement	$ 29,885	$ 19,040

d) Ministère des Pêches et Aquiculture du Nouveau-Brunswick

Le ministère des Pêches et Aquiculture du Nouveau-Brunswick a contribué les sommes suivantes, disponibles sous divers programmes:

Ressources aquatiques	$ 24,570
Bateaux de pêche et équipement	$ 21,885
Prêts aux pêcheurs	$417,710

e) Ministère des Pêches et Océans Canada

Dans le cadre de la sous-entente de développement économique et régional, la Commission Economique du Sud-Est a parrainé deux projets dans la région du Sud-Est, soit:

Evaluation de l'industrie mytilicole	$47,000.00
Evaluation de la Baie de Bouctouche	$75,000.00

f) Ministère du Tourisme, Loisirs et Patrimoine

Les sommes suivantes furent dépensées sur les lieux administrés par ce ministère:

a.	le parc Parlee Beach	$163,000
b.	le parc Murray Beach	$ 52,000
c.	le centre d'information touristique d'Aulac	$ 32,000

De plus, ce ministère a aussi offert de nombreux services de créations d'emplois conjointement avec le ministère du Travail dans le but de faire des améliorations aux établissements touristiques.

g) Agriculture - Canada

Sous l'initiative de développement agro-alimentaire du Sud-Est du Nouveau-Brunswick pour l'année fiscale 1987-1988, notre région a reçu les contributions suivantes:

SOUS PROGRAMMES	FEDERAL	PROVINCIAL	TOTAL
Développement des ressources humaines, infrastructures de l'industrie et services de soutien			
Développement de l'horticulture	5,920.25	5,013.96	10,934.21
Développement du secteur des aliments pour animaux	11,945.25	1,508.45	13,453.70
Développement de l'industrie du bétail	5,920.25	5,108.45	11,028.70
Développement de l'industrie de la pomme de terre	5,920.25	1,508.45	7,428.70
TOTAL RHISS	**29,706.00**	**13,139.31**	**42,845.31**
L'assainissement des terres			
Développement de l'horticulture	34,453.59	7,021.00	41,474.59
Développement du secteur des aliments pour animaux	339,012.88	85,812.38	424,825.26
TOTAL ASSAINISSEMENT DES TERRES	**373,466.47**	**92,833.38**	**466,299.85**

g) Agriculture - Canada...

Commercialisation			
Développement de l'horticulture	2,133.12	0.00	2,133.12
Développement du secteur des aliments pour animaux	23,301.72	4,500.00	27,801.72
Développement de l'industrie du bétail	2,919.47	0.00	2,919.47
TOTAL COMMERCIALISATION	28,354.31	4,500.00	32,854.31
Transfert de technologies			
Développement de l'horticulture	5,116.55	8,711.95	13,828.50
Développement du secteur des aliments pour animaux	16,132.00	27,468.00	43,600.00
Développement de l'industrie du bétail	4,075.86	6,939.98	11,015.84
TOTAL TRANSFERT DE TECHNOLOGIES	25,324.41	43,119.93	68,444.34
TOTAL - WESTMORLAND	**456,851.19**	**153,592.62**	**610,443.81**

3. APPRECIATION GLOBALE DE L'ANNEE 1987 - 1988

L'année 1987 - 1988 fut remplie d'activités de toutes sortes et dans l'ensemble il fut possible à la Commission d'atteindre les objectifs proposés. Nous avons traité chacun des dossiers recommandés par la stratégie comme étant de prime importance pour le bien-être économique de notre région. Notre Commissariat s'est assuré d'offrir des services de qualité à l'entreprise. Nombreuses sont celles qui ont bénéficié ou su tirer avantage des divers programmes d'aide financière ou technique.

Les résultats s'avèrent positifs puisque au-delà de 52 emplois furent créés avec l'établissement de huit (8) nouvelles petites entreprises des secteurs industriel et service. Il faut ajouter à ces chiffres les autres emplois en provenance de l'expansion ou de la modernisation d'entreprises existantes, soit 269 emplois, sans compter le secteur tourisme.

L'arrivée de la Corporation CLE dans notre région apporta une nouvelle force au développement économique régional par son apport en capital de risque à des projets créateurs d'emplois de base.

Avant de terminer, je ne voudrais pas passer sous silence le rôle essentiel de l'équipe de l'administration qui ont soutenu les efforts du personnel et participé aux activités de notre organisme. Leur implication au sein du Conseil d'Administration contribue, à leur façon, à l'essor économique. Il ne faut pas oublier que ces personnes sont des bénévoles qui consacrent leur temps et leur énergie à titre de directeur et de contrôleur des travaux de la Commission et représentant de la Commission à l'extérieur.

Egalement, je tiens à remercier nos partenaires comme intervenants économiques, la Corporation CLE (M. Richard Larin), les représentants des autres agences gouvernementales avec qui nous avons eu à travailler très souvent, tels que: Commerce et Technologie (Art Goodwin, Mme Claire Lepage et Bernard Fontaine), Bureau régional des Pêches (Claude Williams), Conseil national des Recherches (Yves Daigle), Emploi et Immigration (Mme Denise Gallant, Paul-Emile Richard et Ted Boothroyd), Pêches et Océans (Raymond Michaud et son équipe), MEIR - APECA (Eric Robichaud, André Lord et Yvon Lavallée), ministère de l'Agriculture (Mmes Clara LeBlanc, Lucienne Godbout et Charles Goguen), notre député fédéral, Fernand Robichaud, et bien d'autres dont le dévouement et l'expertise ont été pour nous un appui tangible.

4. PERSPECTIVE 1988 - 1989

Nous avons confiance en l'avenir. Nous appartenons à une région où les gens d'affaires sont fiers et font preuve d'enthousiasme, d'initiative et de leadership. Il faut les connaître pour les apprécier. La Commission Economique du Sud-Est est et continuera d'être à l'écoute de tout entrepreneur éventuel, à ses projets et à ses réalisations.

Au cours de cette nouvelle année fiscale notre mandat demeurera le même soit celui de poursuivre, selon les moyens mis à notre disposition, le développement de la base économique par la création de nouvelles entreprises en veillant en particulier au développement industriel. Nous avons la ferme intention de mettre l'accent à faciliter la création d'un contexte régional favorable à l'entrepreneurship. Nous serons très attentifs aux entreprises existantes par des visites régulières dans l'éventualité d'une expansion ou d'une modernisation.

L'une de nos principales responsabilités sera donc de promouvoir la création et la protection des emplois sans doute avec le concours de la Corporation CLE et des agences gouvernementales.

Le secteur pêche étant toujours très important pour la vie économique de notre région, nous nous pencherons sur ce dossier d'une façon spéciale.

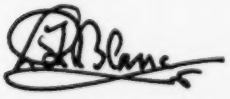
Afin de mousser l'esprit d'entrepreneurship, nous tiendrons des sessions d'information dans chacune de nos municipalités. Des colloques économiques seront organisés, soit un pour la Vallée de Memramcook et un autre pour la région de Sackville et métropolitain.

Nous avons l'intention de suivre de très près le dossier du projet d'un lien fixe Nouveau-Brunswick et Ile-du-Prince-Edouard lequel aura un impact économique imposant sur notre région durant et après la construction. Les entrepreneurs du Sud-Est devront se préparer en conséquence pour prendre avantage de cette situation unique. On devra sans doute développer davantage l'aspect touristique dans le Sud-Est. Egalement, nous prévoyons une autre exposition industrielle pour le mois de septembre et nous organiserons une visite industrielle hors province, soit dans la Beauce au Québec au début d'octobre.

Voilà donc un aperçu général des principales préoccupations que prévoit la Commission pour la prochaine année. L'année 1988-1989 s'annonce des plus promettantes. Mais c'est à chacun de nous d'en assurer sa réalisation pour un meilleur futur pour notre région. Le défi est que tous et chacun, du niveau municipal et régional, s'embarque dans le travail du développement économique. Nous comptons encore sur le support de nos municipalités, les gens en affaires, les futurs entrepreneurs, toutes personnes intéressées et ouvertes au développement économique de notre région.

En terminant permettez-moi de remercier d'une façon personnelle et sincère Mme Denise Martin, notre agent de développement, et Mme Francelyne Bourque, notre secrétaire-exécutive, pour leur magnifique contribution au succès de la Commission. Sans leur support, leur dédication au travail et leur compétence, l'année n'aurait pas été aussi stimulante et productive.

Respectueusement soumis,



Raymond LeBlanc
Commissaire industriel

Le 27 mai 1988

ETATS FINANCIERS

COMMISSION ECONOMIQUE DU SUD-EST INC.

ETATS FINANCIERS

AU 31 MARS 1988

BELLIVEAU PELLERIN & ASSOCIÉS
Comptables Généraux Licenciés ● Certified General Accountants

CONTENU

	PAGE
RAPPORT DES VERIFICATEURS	1
BILAN - FONDS DE FONCTIONNEMENT	2
BILAN - FONDS DE CAPITAL	3
ETAT DES RESULTATS	4
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	5 & 6

BELLIVEAU PELLERIN
& ASSOCIÉS
Comptables Généraux Licenciés • Certified General Accountants

Camille J. Belliveau, F.C.G.A.
Donald J. Pellerin, C.G.A.

C.P./P.O. 1167 • 79, Rue Sackville St.
Shediac, N.-B. E0A 3G0 Tel. (506) 532-2464

197, Rue Main St., Richibuctou, N.-B.
Tel. (506) 523-9376

1460, Ave. St. Peter Ave.
Bathurst, N.-B. E2A 4V1 Tel. (506) 548-1984

RAPPORT DES VERIFICATEURS

Aux Directeurs de la Commission Economique du Sud-Est Inc.

Nous avons vérifié les bilans (fonds de fonctionnement et fonds de capital) de la Commission Economique du Sud-Est Inc. au 31 mars 1988 et l'état des résultats pour l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Commission au 31 mars 1988, ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Belliveau Pellerin & Associés
COMPTABLES GENERAUX LICENCIES

SHEDIAC, NOUVEAU-BRUNSWICK
LE 18 MAI 1988

COMMISSION ECONOMIQUE DU SUD-EST INC.

BILAN

AU 31 MARS 1988

FONDS DE FONCTIONNEMENT

ACTIF

	1988	1987
A COURT TERME		
Banque	10 817 $	3 760 $
Comptes à recevoir	12 111	6 227
Dépense payée à l'avance	256	839
	23 184 $	10 826 $

PASSIF

A COURT TERME		
Prêt à demande	12 000 $	- $
Comptes à payer	4 187	5 634
	16 187	5 634

SURPLUS

FONDS AVEC RESTRICTIONS		
Déficit (Note 2)	(3 842)	(1 626)
FONDS SANS RESTRICTIONS		
SOLDE, début de l'exercice	6 818	4 287
PLUS: Autres revenus (Note 4)	4 021	2 531
	10 839	6 818
	23 184 $	10 826 $

APPROUVE AU NOM DE LA DIRECTION:

DIRECTEUR _____

DATE _____

Les notes ci-jointes font partie
intégrante de ces états financiers.

COMMISSION ECONOMIQUE DU SUD-EST INC.

BILAN

AU 31 MARS 1988

FONDS DE CAPITAL

ACTIF

	1988	1987
MOBILIER ET EQUIPEMENT DE BUREAU	17 175$	13 143$
VEHICULE	14 389	14 389
	31 564$	27 532$

INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS

SOLDE-début de l'exercice	27 532$	20 308$
MOINS: Réduction des immobilisations	5 167	-
	22 365	20 308
PLUS: Contributions du fonds de fonctionnement - addition aux immobilisations	9 199	7 224
	31 564$	27 532$

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION ECONOMIQUE DU SUD-EST INC.

ETAT DES RESULTATS

L'EXERCICE TERMINE LE 31 MARS 1988

	1988	1987
FONDS AVEC RESTRICTIONS		
REVENUS		
Ministère du Commerce et de la Technologie-Octrois	129 429 $	120 282 $
Contributions des municipalités (Note 3)		
Sackville	5 317	3 890
Shédiac	5 317	3 890
Cap Pelé	1 329	973
Dorchester	1 329	973
Port Elgin	738	540
St. Joseph	738	540
	14 768	10 806
	144 197	131 088
DEPENSES		
Salaires et avantages sociaux	97 930	80 697
Achat d'automobile	-	5 490
Loyer-bureau	11 856	9 426
Assurance, utilités et entretien	2 404	2 821
Téléphone et timbres	3 636	4 133
Papeterie et dépenses de bureau	3 241	3 944
Equipement de bureau	8 711	1 294
Dépenses de véhicule	5 350	3 335
Voyages d'affaires	2 594	3 306
Divertissements	1 209	1 209
Publicité et souscriptions	2 689	7 108
Honoraires et conventions	4 315	4 631
Frais bancaires et intérêt	(752)	413
Frais professionnels	1 075	1 130
Divers	2 155	724
Déficit année précédente	1 626	3 053
	148 039	132 714
DEFICIT	(3 842)$	(1 626)$
FONDS SANS RESTRICTIONS		
Autres revenus (Note 4)	4 021 $	2 531 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION ECONOMIQUE DU SUD-EST INC.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

AU 31 MARS 1988

Note 1: PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Classification des fonds

i) le fonds général sert à l'enregistrement des transactions relatives aux opérations courantes.

ii) le fonds des immobilisations sert à l'enregistrement des transactions relatives aux immobilisations et à leur financement.

b) Amortissement

Aucun amortissement des immobilisations n'est inscrit aux livres. La Commission a adopté la politique de traiter les achats d'immobilisations comme dépense dans l'année d'acquisition et de refléter son investissement en immobilisations au fonds des immobilisations.

Note 2:

Le montant du déficit de 3 842$ dans le fonds de fonctionnement sera inclus dans le budget pour l'exercice terminant le 31 mars 1989.

Note 3: REVENUS

Les municipalités faisant partie de la Commission Economique du Sud-Est Inc. conformément à la formule de partage avec la Province du Nouveau-Brunswick sont responsables de 14 768$ du budget approuvé de la Commission. La quote-part des municipalités se répartit comme suit:

Sackville	36%
Shédiac	36%
Dorchester	9%
Cap Pelé	9%
Port Elgin	5%
St. Joseph	5%

Les argents non dépensés au budget restreint à la fin de l'exercice doivent être retournés à la Province du Nouveau Brunswick et aux municipalités participantes.

COMMISSION ECONOMIQUE DU SUD-EST INC.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

AU 31 MARS 1988

Note 4: FONDS SANS RESTRICTIONS

Autres revenus consistent des suivants:

	1988	1987
Gestion et revenu de location (net des déboursés)	900$	832$
Photocopies	2 092	639
Intérêt	332	810
Autre	39	250
Vente d'équipement	658	-
	4 021$	2 531$

CHAIRMAN'S REPORT

CHAIRMAN'S REPORT

It's with pleasure that I emphasize that the South East Economic Commission has known one of its most active years of all its history, as much in assistance to the industry as in activities for the Board of Directors.

Personally, as Chairman of the Board, I had several opportunities to represent the Commission, by attending different meetings and seminars held outside the region. It is at those meetings that I realized that our region is doing as well, even better then others in some of our fields of activity.

It is often mentioned that an industry should not be satisfied with a status quo but should either go ahead or go back.

From its very beginning the Commission adopted the economic development strategy established by the SECOR firm. Three years later, the DPA Group was hired to evaluate the results, review the strategy and submit a new one.

Furthermore, last summer, the Department of Commerce and Technology of New Brunswick had asked the consulting firm Price Waterhouse to assess the effectiveness of the Province's Regional Economic Development Commissions and to propose recommendations for future initiatives in regional economic development. Their report was submitted to the government and to the Commissions and

if it is adopted, as well as its recommendations, the role of the Commissions will change considerably. Price Waterhouse recommends that the Commissions spend more time in the creation of new industries and help existing businesses expand.

Allow me to quote one of the main recommendations of the report:

> "Based on our assessment of the present situation, we believe Regional Economic Development Commissions are the most efficient form of organization to foster economic growth in the regions of New Brunswick through entrepreneurship and strategic partnering. The REDC system is well suited to provide assistance to start-ups and expanding small and medium sized businesses by creating a regional climate conducive to entrepreneurship."

In conjunction with Commerce and Technology, our Commission will seriously consider and apply their recommendations.

In closing, may I thank you for your attendance to our annual meeting. I also wish to offer our sincere congratulations to the personnel of the Commission who continually offers professional assistance for the progress of entrepreneurship in our region. Therefore, Raymond, Denise and Francelyne, thank you for a job well done.

Thank you,

Charles-Yvon Landry
Chairman

INDUSTRIAL COMMISSIONER'S REPORT

INDUSTRIAL COMMISSIONER'S ANNUAL REPORT

The preparation and presentation of an annual report remains the most exciting activity of the year since it give us an opportunity to look back on our economic achievements and also to reflect on the new year.

We are therefore pleased to submit a review of our main activities and accomplishments which will also help you assess the work and efforts of your Commission to meet its many goals based on its limited resources.

1. GENERAL ADMINISTRATION

1.1 Meetings, members of the Board of Directors and personnel

There are thirteen (13) members on the Board of Directors which they held seven (7) regular meetings while the Executive met four (4) times.

Board of Directors

Appointments by the municipalities

Sackville	Frederick Anderson
Shediac	Bernard LeBlanc
Dorchester	Garfield Spence
Cap-Pelé	Charles-Yvon Landry
Port Elgin	Veronica Leonard
Saint-Joseph	Huberte Gaudet

Regional representatives (appointed by the South East Economic Commission)

Patricia Estabrooks	Sackville
Warren Weeks	Sackville
Georges Boudreau	Shediac
Allard Robichaud	Shediac
Floyd Lavallée	Cap-Pelé
Roslyn Anctil	Port Elgin
Micheal Wilson	Dorchester

The Commission has a staff of three: Raymond LeBlanc, Industrial Commissioner, Denise Martin, economic development officer and Francelyne Bourque, executive-secretary.

Furthermore, under the Challenge '87 program, we were able to secure the services of two students for a period of 12 weeks and the province also offered us one student for an additional ten weeks. Those students helped us complete several projects, establish profiles on our industries, revise our commercial directory, organize our industrial exhibition, etc.

Executive

The following are the members of the Commission's Executive:

Charles-Yvon Landry, President
Patricia Estabrooks, First vice president
Garfield Spence, Second vice president
Georges Boudreau, Secretary-treasurer

Budget 1987 - 1988

Our operating budget for the fiscal year 1987 - 1988 was $144,197.00, structured as follows:

a) Contributions from the Province of N. B. $129,429
b) Contributions from the six municipalities $ 14,768

The cost-sharing formula for the municipalities was:

Municipality	1986 - 1987	1987 - 1988	% of budget
Sackville	$ 3,890.16	$ 5,317.00	36%
Shediac	3,890.16	5,317.00	36%
Dorchester	972.54	1,329.00	9%
Cap-Pelé	972.54	1,329.00	9%
Port Elgin	540.30	738.00	5%
Saint-Joseph	540.30	738.00	5%

REVIEW OF THE YEAR 1987 - 1988

In compliance with its mandate, the South East Economic Commission aims to encourage the economic growth of its region by privileging industrial development, favoring entrepreneurship, the development of new industries and the expansion of existing industries.

Our primary mandate for this year was to be at the service and the disposal of our present and future entrepreneurs. We made every effort to play the role of councillor and informant on the various government programs, the identification of opportunities, access to financial assistance including investment capital, regular visits and meetings with business owners.

It was, as a matter of fact, a role of supporter and mover while following as faithfully as possible our economic development strategy and our action plan in order to meet our various goals. The main objective of this strategy still remains the diversification and solidification of the economic base.

Without a doubt, the opening of the LEAD Corporation gave us the opportunity to spread even more our services to the business community as much for the industrial as for the service sector.

We are aware that economic development is a huge task but with goodwill, joint efforts and an understanding of our region, we will reach the economic success that we deserve.

As Industrial Commissioner, it is my pleasure and my duty to give you a summary of the work undertaken and of our accomplishments within the files that held the most our attention during 1987-1988.

Firstly, let me note that your personnel welcomed over 350 persons, not counting groups of two or more, looking for information on financial and or technical assistance available as well as answered over 660 telephone calls. Those figures reflect a 40% increase over last year's figures.

1.1 File on the Fishing Industry

It is interesting to note that there are 44 fish processing industries in the region covered by the South East Economic Commission, employing a total of 2,645 people. Those industries vary in size from 10 employees for the smallest ones to 650 for the largest ones.

With regards to fish landings at our local wharves, including all species such as lobster, rock crab, scallops, herring, gaspereau, doc, plaice, etc., there was a total of 5,126 metric tons for a dollar value of 8.7 millions. To

this amount, we must add the value to the industry which can double, even triple.

The fishing sector is therefore the pivot of the economy of our region and one of the most important in terms of revenues and jobs. We do not exaggerate when we state that we depend on that sector for 60% of our revenues and jobs.

As a whole, this industry has known a pretty good year even if there was a short fall on the international market during the last few years. There was a decline in landings of crab. However, the revenues of the fishermen and of the processing plants remained the same, but there was a decrease in jobs.

During 1987, the lobster fishing industry showed an increase in landing and in prices.

To compensate for the loss of jobs in the crab sector, the Department of Labour of New Brunswick established a new program to ensure that all employees affected could complete their ten weeks of work.

The future of the fishing industry is delicate. The most immediate problems can be summarized as follows:

a. limited resources;
b. the Canadian and American currency;
c. the new size regulation for lobster in some American states;
d. the fish processing plants are not operating at full capacity;
e. the industry should adopt to new demands and market requirements, that is new products.

There is therefore room for questions. What is happening to our fishing industry? What does the future hold for the fish processing sector in the South East region? Will its geographic location continue to be an advantage when other provinces such as Prince Edward Island insist that a minimum quantity of raw material be processed on the island? Our local manpower? Will the unemployment insurance benefits continue to be ten weeks for our seasonal workers? Will the lobster industry know the same fate as the crab industry whereas 65% of all snow crabs are sold in the shell?

It is hard to find answers to all those questions, but a lot of thoughts should be given to the future of that industry. It's a file that has to be followed very closely, that's why we will shoulder any efforts that need to be done to improve the situation.

a. Smoked fish industry

This industry continues to play a major role in the economy of the Cap-Pelé area since in itself accounts for an economic impact of $15 millions in sales as well as $7 millions in salaries. Its direct and indirect impact on the Cap-Pelé region represents a far from negligible amount of $22 millions.

On the other hand, our smoked fish processors have met with some problems especially with the marketing of the winter production. These problems were due to the market restrictions, over production and the economic difficulties encountered in Haiti.

Many processors have diversified their production by branching into the japanese market with herring roe. We expect an increase in sales in 1988. The price paid is based on the ripeness and quality of the roe.

This new diversification has contributed to the creation of 92 jobs, not counting the jobs created in the other sectors of activities.

b. Aquaculture

There is an increasing interest in that field as much by business people as by the fishermen. It goes without saying that we have encouraged and given our support to anyone seeking information on that industry. We are convinced that the development of aquaculture could be very beneficial and have long term advantages for our region.

We presently have a few people cultivating mussels and trout. Several other files are at the final planning stage.

During the summer of '87, we sponsored three projects in co-operation with the provincial and federal departments of Fisheries.

1.2 File on Agriculture

Even if this sector is not an integral part of the mandate of the Commission, we have shown an interest in it. In time, we believe that the development of this industry could be, with the right approach, beneficial to the economy of our region and even become one of our main sectors in economic diversification.

Firstly, in conjunction with the Kent Industrial Commission, we have continued to sponsor the Agriculture Steering Committee set up by the two Commissions. The main responsibilities of the Committee and its coordinator, is to work with the agriculture people in finding market opportunities for fresh fruits and vegetables, lettuce, early vegetables, apples and cider, hay and tobacco.

Also in this sector, there was some diversification since Belliveau Orchards of Pré-d'en-Haut started producing and marketing locally its apple cider. The South East Economic Commission was also at the service of that company.

a. Processing plants

We have continued our research in trying to measure the potential of using the fish processing plants during off seasons. The plants could be used to process vegetables and fresh fruits for freezing, packaging, etc. To start such a project we have to ensure that the products and markets are available. The Agriculture Steering Committee is also looking at the possibility of planting other types of products and processing them here.

1.3 File on Wood Industries

This sector has had an excellent year. Thanks to great demands for products such as fishing boats, windows and doors, boxes to pack fish, kitchen cabinets, etc., employment was stabilized and an additional forty-three jobs were created.

1.4 File on the Metal Sector

This sector also remained steady by the establishment of two small industries which created 11 new permanent jobs.

1.5 File on Tourism

After a careful study of statistics available for the 1987 tourist season, we note that there were more tourists and that they stayed longer because of the new infrastructures in the area. However, there is still a lot to be done to attract them and especially to keep them . It is also important that they do not feel that they are being taken advantage of once they are here.

We are delighted to note that everyone has realized that we need to work together to achieve our goals. There are three tourism associations in the area, that is one for the

Greater Shediac area, one for the Village of Cap-Pelé and one for the Tantramar area (Sackville, Port Elgin and Dorchester).

1.6 South East LEAD Corporation

The South East LEAD Corporation, a non-profit economic development agency subsidized by Employment and Immigration Canada, has recently completed, with success, its first twelve months of operations.

The Board of Directors approved 6 commercial loans totalling $240,000, including $20,000 in the manufacturing sector (12 jobs). These investments have maintained or created 86 jobs, these results being above-average for a first year LEAD Corporation.

1.7 File on Entrepreneurship

Our entrepreneurs constitute an essential element for a strong economy and contribute significantly to the economic and commercial well-being of our region.

The entrepreneurship spirit was kindled in various ways. Firstly, we held our fourth industrial exhibition in Shediac. It was a huge success thanks to the exhibitors and to the encouragement of the numerous visitors.

For the fifth year in a row, we held our Banquet for the Entrepreneur of the Year, this time in Sackville. Peter Dewares and Reno Castonguay of Atlantic Refreshments Limited were bestowed the honors.

To further inform our present and future entrepreneurs, we developed and distributed to over 300 people, informative newsletters on various financial and/or technical assistance programs and other related subjects.

Furthermore, in conjunction with the LEAD Corporation, we organized information sessions in the area to give people easier access to our services.

Also, to stimulate the entrepreneurship spirit among young people from high school and university, we addressed six different groups. We believe that it is at that level that they should be given the taste of challenge and risk. Those are two important qualities that must have a business person. Furthermore, we once again accepted to sponsor the Student Venture Capital Program offered by the Department of Labour.

1.8 File on Public Relations

Public and industrial relations are an integral part of our role and work within and outside our region. We are confident that we have reached our objectives given our involvement in that sector. The first concern of the personnel was to welcome and offer our clients a first class service. We have welcomed several people from Ontario, Quebec even as far as the United States, Martinique, Germany, France and Austria. We were also open to the various media and helped prepare several news releases for our weekly newspapers. We also organized and gave information sessions and conferences.

1.9 Job Entry Program

During the year, at the request of Employment and Immigration, we sponsored two Job Entry Programs of 26 weeks, one in Shediac for the French speaking students and one in Sackville for the English speaking students.

The program is designed to help youths returning to the labour force make the transition from school or home into the labour market while providing an integrated combination of work experience and off-the-job skills training. Furthermore, by taking these young people under their wings, the private sector employers can train and evaluate those possible future employees.

2.0 File on Incubator Malls

Business people often look for empty space or buildings available for the establishment of a small manufacturing industry or warehousing, etc. We do not always have what they are looking for.

For that reason, three of our municipalities showed an interest in the establishment of an incubator mall. In order to help, the Commission prepared terms of reference for a feasibility study for the possible establishment of an incubator mall or malls in the area covered by the Commission.

Should the study be positive, it would be up to the municipalities to apply for financial assistance for the establishment of such a mall and they would be responsible for its operation.

A request for financial assistance to conduct the study was submitted.

2. ACTIVITIES DIRECTLY RELATED TO THE ECONOMIC DEVELOPMENT OF THE REGION

The South East Economic Commission, in its effort to respect its mandate and be faithful to the economic development strategy revised in 1986, once again put a lot of emphasis on industrial development and on its services to the industry. It was therefore up to us to use the necessary means to create new industries, encourage the expansion of the existing ones and at the same time increase and/or protect jobs.

2.1 New industries of the economic base

Shediac Bridge Casket Co.	Shediac Bridge	14 jobs
Sucreries LeBlanc Sweets	Haute-Aboujagane	7 "
Dupuis Cutstone Ltd.	Barachois	11 "
P and E Manufacturing Ltd.	Cap-Pelé	4 "
Doiron Engine Rebuilding	Barachois	2 "
Norbert Brun (Smokehouse)	Petit-Cap	6 "
Brun Pallet Manufacturer	Barachois	5 "
Entreprises G.T.A.	Shediac	3 "

2.2 Closing of industries

		Loss of jobs
Food Service Distribution	Scoudouc	7
Moncton Caskets	Shediac Bridge	7
Pizza Delight Corporation	Scoudouc	2

2.3 Financial Assistance to the Industry

Under the Financial Assistance to Small Industry Program offered by the Department of Commerce and Technology, thirty-six (36) applications were submitted and thirty-three were approved for a total amount of $869.070. These investments contributed to the creation of 103 new jobs. The following processing and manufacturing firms received financial assistance:

NAME OF THE COMPANY	AMOUNT REQUESTED	AMOUNT RECEIVED	NEW JOBS
Green Bay Woodworkers	50% of $ 7,000	$ 3,500	1.5
Ouellette, Philippe & Sons Ltd.	30% of $ 17,000	$ 5,100	1
Duguay, Gérald Fiberglass Boat Builders	30% of $ 40,000	$ 12,000	2
Léger, Alphée A.	30% of $ 51,300	$ 15,390	1.5
Acadia Seafood Ltd.	50% of $146,850	$ 73,425	5
Amco Fisheries	30% of $ 30,000	$ 9,000	2
Lasalle Confections Limited	30% of $ 35,500	$ 10,650	2
Adrice P. Cormier	30% of $ 53,100	$ 15,930	2
Landry's Truck Body	50% of $ 56,550	$ 28,275	3
Ouellette Sea Products Ltd.	30% of $ 58,450	$ 17,535	2
Southeast Welding Ltd.	30% of $100,000	$ 30,000	3
Gaudet & Ouellette Ltd.	30% of $ 23,200	$ 6,960	1
Ouellette, Philippe and Son Ltd.	30% of $ 79,600	$ 23,880	3
Shediac Bridge Casket Co.	50% of $149,000	$ 74,500	13
Albert F. Gaudet	30% of $ 45,100	$ 13,530	2
Botsford Fisheries Ltd.	30% of $135,000	$ 40,500	3
Elphège & Norbert LeBlanc Ltd.	30% of $ 47,800	$ 14,340	2
Sea Tide Import and Export Ltd.	50% and 30% of $ 88,900	$ 39,530	4
Sucreries LeBlanc Sweets Ltée	50% of $ 59,800	$ 29,900	7
M. D. Simpson & Son Ltd.	50% of $ 27,000	$ 13,500	2
R. J. Steel Fabricators Ltd.	50% of $ 98,600	$ 49,300	7
R. J. Steel Fabricators Ltd.	50% of $ 40,000	$ 20,000	3
Alvin & Rufin Boudreau	50% of $ 16,200	$ 8,100	2
Duguay Fish Packers Ltd.	50% of $ 85,400	$ 42,700	2
Dupuis Cutstone Ltd.	50% of $112,500	$ 56,250	11
Edgar V. Cormier Ltd.	50% of $ 4,800	$ 2,400	-
Jacob Fisheries Ltd.	50% of $ 69,200	$ 34,600	2
Thaddée & Alverie Fisheries Ltd.	50% of $ 19,000	$ 9,500	-
Rockcliffe Trophies Ltd.	50% of $100,000	$ 50,000	4
Sea Delight Enterprise Ltd.	50% of $ 63,000	$ 31,500	4
South Shore Trading Co. Ltd.	50% of $ 43,550	$ 21,775	3
Tribune Press Ltd.	50% of $131,000	$ 65,500	3
		$869,070	103

3.4 Additional financial assistance

a. Department of Regional Industrial Expansion (DRIE)

This department looks after the administration of several programs and of some subsidiary agreements, to name a few:

Industrial and Regional Development Program

East in Motion Pictures Inc.	$ 15,400

Auxiliary agreement Canada/New Brunswick on Tourism Development

Sandspit Amusement (N.B.) Ltd.	$ 75,800

b. Atlantic Canada Opportunities Agency

ACOA's mandate is to promote the sustained economic growth of Atlantic Canada.

Atlon Developments Ltd.:

Interest buy-downs	$105,970
Loan insurance	$359,100

LaSalle Confection Ltd.	$ 5,050

c) Employment and Immigration Canada

The Sackville and Shediac areas were able to take advantage of the various programs offered by this department:

PROGRAM	SACKVILLE	SHEDIAC
Job Development	$205,770	$186,829
Section 38	$136,082	$ 64,327
Skill shortage	$ --	$ 15,849
Small business training	$ 22,262	$ 15,659
Job entry	$ 70,208	$ 69,245
Challenge '87	$125,474	$ 92,469
Individually Subsidized Jobs	$ 29,885	$ 19,040

d) Department of Fisheries and Aquaculture - New Brunswick

The following is a summary of the amounts spent by that department in the South East region:

Aquatic resources	$ 24,570.00
Fishing vessels and equipment	$ 21,885.00
Loans to fishermen	$417,710.00

e) Department of Fisheries and Oceans

The South East Economic Commission sponsored two projects under the economic and regional development sub-agreement. Those projects were:

Evaluation of the mussel industry	$ 47,000.00
Evaluation of the Bouctouche Bay	$ 75,000.00

f) Department of Tourism, Recreation and Heritage

The following amounts were spent on premises administered by that department:

a.	Parlee Beach Park	$163,000
b.	Murray Beach Park	$ 52,000
c.	Tourist information centre in Aulac	$ 32,000

Furthermore, this department, in conjunction with the Department of Labour, offered several job creation programs for the modernization of existing tourism establishments.

g) Agriculture Canada

The following funds were spent in our area under the Agri-Food Development Agreement:

SUB PROGRAMS	FEDERAL	PROVINCIAL	TOTAL
Human Resources Development, Industry Infrastructures and Support Services			
Horticulture development	5,920.25	5,013.96	10,934.21
Livestock Feed Development	11,945.25	1,508.45	13,453.70
Livestock Industry Development	5,920.25	5,108.45	11,028.70
Potato Industry Development	5,920.25	1,508.45	7,428.70
TOTAL HRISS	29,706.00	13,139.31	42,845.31
Land Resource Development			
Horticulture Development	34,453.59	7,021.00	41,474.59
Livestock Feed Development	339,012.88	85,812.38	424,825.26
TOTAL LAND RESOURCE DEVELOPMENT	373,466.47	92,833.38	466,299.85

g) Agriculture Canada...

Marketing			
Horticulture Development	2,133.12	0.00	2,133.12
Livestock Feed Development	23,301.72	4,500.00	27,801.72
Livestock Industry Development	2,919.47	0.00	2,919.47
TOTAL MARKETING	28,354.31	4,500.00	32,854.31
Technology Transfer			
Horticulture Development	5,116.55	8,711.95	13,828.50
Livestock Feed Development	16,132.00	27,468.00	43,600.00
Livestock Industry Development	4,075.86	6,939.98	11,015.84
TOTAL TECHNOLOGY TRANSFER	25,324.41	43,119.93	68,444.34
TOTAL - WESTMORLAND	456,851.19	153,592.62	610,443.81

3. GENERAL ACKNOWLEDGEMENT

The year 1987 - 1988 was filled with all kinds of activities and as a whole the Commission was able to reach its goals. We have dealt with each file recommended in our strategy as imperative in the economic development of our region. Our Commission offered first-class services to the industries. Many are those who benefited or took advantage of the various financial and/or technical assistance programs available.

The results are positive since we count the creation of over 52 jobs through the establishment of 8 new companies in the industrial and service sector. To this figure, we must add the 269 new jobs created by the expansion and/or modernization of existing industries, not including the tourism sector.

The establishment of a LEAD Corporation in our region brought a new force in regional economic development by its contribution of high-risk capital to job creating projects.

Before closing, I would like to emphasize the essential role played by our Board of Directors which supported the efforts of its personnel and took an active part in the various activities organized by the Commission. The Board of Directors, in its own

way, contributes greatly to the economy. Let's not forget that these people are volunteers who give their time and efforts as directors and controller of the affairs of the Commission and represent our Commission outside the region.

Furthermore, I would like to sincerely thank all those who contributed in one way or another to the economic development of our region. You can certainly appreciate that it is impossible to mention the names of everyone, but there are however those with whom we worked on almost a daily basis. In particular, the LEAD Corporation (Mr. Richard Larin), Commerce and Technology: (Art Goodwin, Mrs. Claire Lepage and Bernard Fontaine), the Regional Office of the Department of Fisheries and Aquaculture (Claude Williams), the National Research Council (Yves Daigle), Employment and Immigration (Mrs. Denise Gallant, Paul-Emile Richard and Ted Boothroyd), Fisheries and Oceans (Raymond Michaud and his staff), DRIE and ACOA (Eric Robichaud, André Lord and Yvon Lavallée), the Department of Agriculture (Mrs. Clara LeBlanc, Mrs. Lucienne Godbout and Charles Goguen), and our federal representative, Fernand Robichaud.

4. 1988 - 1989 FORECAST

We have great confidence in the future. We belong to an area where business people are proud and have enthusiasm, initiative and leadership. You have to know them to appreciate them. The South East Economic Commission is and will continue to be attentive to all entrepreneurs, their projects and their accomplishments.

During the new fiscal year, our mandate will remain the same, that is to continue, based on the means available to us, the development of the economic base by the creation of new industries while keeping an eye on industrial development. We plan to put emphasis on facilitating the creation of a regional background favorable to entrepreneurship. We will be open to the existing industries by regular visits and we will be on hand should they decide to expand or modernize their facilities.

One of our main responsibilities will therefore be, with the cooperation of the LEAD Corporation and the other government agencies, to promote the creation and protection of jobs.

We will put special efforts in the fishing sector since it is still very important for the economic well-being of the region.

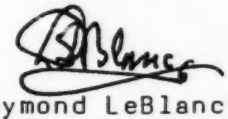
To sparkle entrepreneurship, we will hold information sessions in each of our municipalities. Economic conferences will be organized, one in the Memramcook Valley and one in the greater Sackville area.

We will keep up-to-date with the file on a fix-link between New Brunswick and Prince Edward Island, which will have a major economic impact on our region, during and after its construction. The entrepreneurs of the South East will have to be ready to take advantage of this unique opportunity. We will certainly have to develop even further the tourism aspect of our region. We are also planning another industrial exhibition to be held in September and we will also organize an industrial tour to Beauce, Quebec in October.

The foregoing gave you a brief outlook of the main concerns that will consume our energies. 1988 - 1989 is full of promises, but it is up to each one of us to ensure its realizations for a better future. The challenge is for one and all, at the municipal and regional level, to get to work and take economic development in their own hands. We once again count on the support of our municipalities, our business people, the future entrepreneurs and everyone interested and open to the economic development of our region.

In closing, I would like to take this opportunity to personally and sincerely thank Denise and Francelyne for their contribution to the success of the Commission. Without their support, their dedication to their job and their competence, the year would not have been as stimulating and productive.

Respectfully submitted,



Raymond LeBlanc
Industrial Commissioner

May 27, 1988

FINANCIAL STATEMENTS

SOUTH EAST ECONOMIC COMMISSION INC.

FINANCIAL STATEMENTS

MARCH 31, 1988

CONTENTS

	PAGE
AUDITORS' REPORT	1
BALANCE SHEET - GENERAL FUND	2
BALANCE SHEET - CAPITAL FUND	3
STATEMENT OF REVENUES AND EXPENDITURES	4
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS	5 & 6

BELLIVEAU PELLERIN & ASSOCIÉS

Comptables Généraux Licenciés • Certified General Accountants

Camille J. Belliveau, F.C.G.A.
Donald J. Pellerin, C.G.A.

C.P./P.O. 1167 • 79, Rue Sackville St.
Shediac, N.-B. E0A 3G0 Tel. (506) 532-2464

197, Rue Main St., Richibuctou, N.-B.
Tel. (506) 523-9376

1460, Ave. St. Peter Ave.
Bathurst, N.-B. E2A 4V1 Tel. (506) 548-1984

AUDITORS' REPORT

To the Directors of South East Economic Commission Inc.

We have examined the balance sheets (general fund and capital fund) of South East Economic Commission Inc. as at March 31, 1988 and the statement of revenues and expenditures for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Commission as at March 31, 1988 and the results of its operation for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Belliveau Pellerin & Associés
CERTIFIED GENERAL ACCOUNTANTS

SHEDIAC, NEW BRUNSWICK
MAY 18, 1988

SOUTH EAST ECONOMIC COMMISSION INC.

BALANCE SHEET

MARCH 31, 1988

GENERAL FUND

ASSETS

	1988	1987
CURRENT		
Bank	$10,817	$ 3,760
Accounts receivable	12,111	6,227
Prepaid expense	256	839
	$23,184	$10,826

LIABILITIES

CURRENT		
Bank loan	$12,000	$ -
Accounts payable	4,187	5,634
	16,187	5,634

SURPLUS

RESTRICTED FUND		
Deficit (Note 2)	(3,842)	(1,626)
UNRESTRICTED FUND		
BALANCE, beginning of year	6,818	4,287
ADD: Other income (Note 4)	4,021	2,531
	10,839	6,818
	$23,184	$10,826

APPROVED ON BEHALF OF THE BOARD:

DIRECTOR _____

DATE _____

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

SOUTH EAST ECONOMIC COMMISSION INC.

BALANCE SHEET

MARCH 31, 1988

CAPITAL FUND

ASSETS

	1988	1987
FURNITURE AND FIXTURES	$17,175	$13,143
VEHICLE	14,389	14,389
	$31,564	$27,532

INVESTMENT IN FIXED ASSETS

BALANCE-beginning of year	$27,532	$20,308
LESS: Reduction of fixed asset	5,167	-
	22,365	20,308
ADD: Contributions from general fund - addition to fixed asset	9,199	7,224
	$31,564	$27,532

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

SOUTH EAST ECONOMIC COMMISSION INC.

STATEMENT OF REVENUES AND EXPENDITURES

YEAR ENDED MARCH 31, 1988

	1988	1987
RESTRICTED FUNDS		
REVENUES		
Department of Commerce and Technology- Grant	$129,429	$120,282
Municipalities' contributions (Note 3)		
Sackville	5,317	3,890
Shediac	5,317	3,890
Cap Pelé	1,329	973
Dorchester	1,329	973
Port Elgin	738	540
St. Joseph	738	540
	14,768	10,806
	144,197	131,088
EXPENDITURES		
Salaries and benefits	97,930	80,697
Motor vehicle purchase	-	5,490
Rent	11,856	9,426
Insurance, utilities and maintenance	2,404	2,821
Telephone and postage	3,636	4,133
Stationery and supplies	3,241	3,944
Office equipment	8,711	1,294
Vehicle expenses	5,350	3,335
Travel	2,594	3,306
Entertaining	1,209	1,209
Publicity and subscriptions	2,689	7,108
Fees, dues and conventions	4,315	4,631
Bank charges and interest	(752)	413
Professional fees	1,075	1,130
Miscellaneous	2,155	724
Prior year deficit	1,626	3,053
	148,039	132,714
DEFICIT	$(3,842)	$(1,626)
UNRESTRICTED FUNDS		
Other income (Note 4)	$ 4,021	$ 2,531

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

SOUTH EAST ECONOMIC COMMISSION INC.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

MARCH 31, 1988

Note 1: SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

a) Classification of funds

i) the general fund is used to record the transactions relating to the current operations.

ii) the capital fund is used to record the transactions relating to fixed assets and to their financing.

b) Depreciation

There is no depreciation of fixed assets recorded in the books. The Commission has adopted the policy of treating fixed assets additions as an expense in the year of acquisition and to reflect its investment in fixed assets in the capital fund.

Note 2:

The amount of deficit of $3,842 in the general fund will be included in the budget for the fiscal year ending March 31, 1989.

Note 3: REVENUE

The municipalities covered by the South East Economic Commission Inc. pursuant to the sharing formula with the Province of New Brunswick were responsible for $14,768 of the Commission's approved budget. This is allocated at the following rates:

Sackville	36%
Shediac	36%
Cap Pelé	9%
Dorchester	9%
Port Elgin	5%
St. Joseph	5%

Unused funds from the restricted budget, at the end of the fiscal period are repayable to the Province of New Brunswick and the municipalities.

SOUTH EAST ECONOMIC COMMISSION INC.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

MARCH 31, 1988

Note 4: UNRESTRICTED FUNDS

Other income consist of the following:

	1988	1987
Management and rental income (net of disbursements)	$ 900	$ 832
Photocopies	2,092	639
Interest	332	810
Other	39	250
Sale of office equipment	658	-
	$ 4,021	$ 2,531